

Nasser et la révolution au Moyen-Orient (pages 5 et 6)

Appel des organisations
révolutionnaires contre la guerre
d'Algérie
(page 8)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Guy MOLLET fourrier de la réaction

Les travailleurs doivent passer à l'offensive

Rien ne va plus. Le rendez-vous d'octobre sera-t-il fatal au gouvernement ?

« Il n'y aura pas de rendez-vous d'octobre », avait affirmé péremptoirement Guy Mollet qui désirait éviter les mauvaises rencontres. Mais le gouvernement propose et les événements disposent. Le moment est donc venu pour Guy Mollet de faire ses comptes. Comme il fallait s'y attendre, l'édifice gouvernemental lâche d'un coup et de tous côtés à

la fois. L'accumulation des contradictions et la capitulation répétée devant le capital et la réaction colonialiste ne pouvaient produire un autre effet.

L'enchaînement était fatal à partir de l'abdication devant le 6 Février d'Alger. La « pacification » menée par un demi-million d'hommes faisait l'affaire des fabricants d'armes et d'engins motorisés, des marchands de tissus et d'équipements en tous genres.

Elle plongeait dans le désespoir des milliers de jeunes et leurs familles. Elle hâtait à coup sûr le désastre économique dans la métropole. C'est le seul résultat acquis si l'on fait abstraction des milliers de morts.

Au bout de six mois, pour mieux se sortir du guêpier algérien, le gouvernement se lance à corps perdu dans l'aventure guerrière contre Nasser. Le corps expéditionnaire débarqué à Chypre est la cible des partisans cypiotes. Voici le problème algérien simplifié par le « préalable égyptien » et sa solution remise... après la victoire sur Nasser.

La coopérative impérialiste

Nous avons indiqué dans le précédent numéro qu'il n'y aurait pas de déclenchement immédiat des hostilités dans l'affaire de Suez, mais que nous étions en face d'une longue épreuve de force grosse du danger de guerre.

La situation s'est, dans la dernière semaine, précisée dans ce sens.

Sous l'impulsion des Etats-Unis se constitue une « association coopérative des usagers de Suez ». Les « usagers » de Suez, ce sont les compagnies pétrolières, les compagnies de navigation, les armateurs, etc... Les gouvernants des Etats-Unis, d'Angleterre, de France ont identifié les intérêts des capitalistes à ceux de leur nation. Il y a longtemps que les marxistes avaient dit que les gouvernements constituaient les conseils d'administration des capitalistes. Il n'est pas inutile de relever qu'un Dulles l'a tout simplement confirmé. Ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les U.S.A., avait déjà dit un ministre d'Eisenhower...

Cette « coopérative » de Suez est une invention de Washington. Ses objectifs en sont fort clairs.

Tout d'abord, elle enterre définitivement la Compagnie du Canal expulsée par Nasser, dans laquelle Anglais et Français avaient la prépondérance; si cette coopérative traitait demain avec des autorités égyptiennes, le capital américain y jouerait le premier violon. Mais c'est là querelle entre impérialistes qui ne risque pas de mettre le feu aux poudres: ni Paris ni Londres ne hausseront le ton contre Washington.

La création de cette « coopérative » indique d'autre part la volonté très nette du gouvernement américain de faire à Nasser le coup qu'il fit à Mossadegh. Par un système de violences économiques, il veut asphyxier l'Egypte et y trouver des hommes pour éliminer Nasser, des hommes mieux disposés avec qui l'impérialisme

américain pourrait formuler un compromis. Cet objectif n'apparaissait pas clairement dans les premiers jours de la crise de Suez; quand Nasser déclare qu'il ne comprend pas la politique américaine, cela prouve qu'il pense, comme par le passé, pouvoir jouer les Etats-Unis contre la Grande-Bretagne et qu'il n'a pas mesuré la signification profonde du refus de subventionner la construction du barrage d'Assouan.

La politique américaine envers Nasser a tourné à la suite de la conférence de Brioni. Pour le gouvernement des Etats-Unis, la politique « neutraliste » a des limites à ne pas franchir. Il peut admettre que certains gouvernements, pendant une période, ne s'alignent pas automatiquement sur lui contre le bloc soviétique; mais ils ne doivent pas se montrer trop indépendants.

Pour ces messieurs de Washington, Nasser est allé trop loin le jour où il a acheté des armes à l'U.R.S.S., où il a voulu, par l'extension de son commerce avec l'Est, contrebalancer la pression de l'Ouest. Ce jour-là, il avait ouvert le Moyen-Orient à l'influence soviétique. En outre, ses actes allaient au-delà de ses intentions: tous les peuples coloniaux étaient stimulés par la lutte de Nasser contre l'impérialisme et risquaient de ne plus pouvoir être endigués.

Les vociférations belliqueuses de Paris et de Londres seules n'auraient été que des manifestations bruyantes et ridicules d'impuissance; mais la diplomatie plus tortueuse des Etats-Unis a engagé une lutte résolue pour renverser Nasser et le remplacer par un gouvernement mieux disposé envers l'impérialisme, un gouvernement qui saura mieux les limites qu'il ne doit pas franchir.

S'ouvre donc une longue épreuve de force marquée inévitablement d'événements imprévus. Ce qui est sûr, c'est que bien des facteurs ne sont pas exactement contrôlables ni par les
Pierre FRANK. (Suite en dernière page)

Il s'agit maintenant de payer la note de ces belles réalisations. Le chemin emprunté par Guy Mollet est, là encore, à sens unique. Ramadier ne voulait pas entendre parler d'emprunt. Il a suffi que les banques disent « je veux » pour qu'il s'exécute et lance à grand fracas un emprunt comme on n'en vit pas de mémoire de capitaliste. Cet emprunt, quel succès! Il a été couvert d'ailleurs jusqu'ici à près de 90 % par les banques et les établissements de crédit. Il y aura de beaux intérêts à toucher pendant de longues années et ce sont les travailleurs qui devront déboursier.

La hausse des prix a réduit gravement le pouvoir d'achat de la classe ouvrière. Guy Mollet répond catégoriquement non à la demande légitime d'ajustement des salaires. Il trafique les statistiques pour empêcher l'entrée en action de l'échelle mobile. Mais aux patrons boulangers qui élèvent la voix, il lâche allègrement 8 milliards qui s'ajouteront aux subventions payées par le budget.

Le gouvernement est impuissant devant la hausse des prix. N'a-t-il pas donné l'exemple en augmentant les impôts et le prix du tabac et ses taxes multiples. N'a-t-il pas donné une confirmation officielle du courant inflationniste par son indexation de l'emprunt, échelle mobile des capitaux? A la hausse qui ne peut pas être attribuée sérieusement aux intempéries, s'ajoutera sous peu la hausse des prix industriels. Les exigences du Conseil National du Patronat
(Suite en dernière page) Robert LEBLOND

Les jeunes soldats contre la sale guerre

Peu de temps après que le gouvernement ait commencé à organiser ses émissions à destination des familles de soldats, de nombreuses lettres de mobilisés sont venues contre-dire les propos optimistes que les malheureux soldats maternellement encadrés de leurs sous-officiers, étaient obligés de tenir au micro.

Qu'elles aient paru dans l'Express, France-Observateur ou tout autre journal, ces lettres exprimaient sous mille formes la même pensée. Assez de la sale guerre !

Au travers de ces lettres, il est facile d'apercevoir le vrai visage de la « pacification » Lacoste : meurtres, provocations, meurtres encore, viols et enfin ralliement des survivants au drapeau français. La vérité apparaît aussi sur la diminution du nombre d'attentats : provenant de multiples secteurs, ces lettres sont pleines de récits de combats. Plus la répression s'accroît, plus la magnifique résistance du peuple algérien augmente.

Et les mobiles de la guerre apparaissent sans cesse plus sordides ; l'attitude des français d'Algérie en est une bonne représentation : raciste, exploiteuse, il ne manque à cette minorité européenne qu'un chef suprême pour être parfaitement faciste. Les témoignages de soldats éclairent d'un jour particulier les trop célèbres « petits colons », sur le sort desquels, certains s'étaient si fort apitoyés.

Et, en face de ce luxueux étalage de pourriture, la grande misère des soldats. Là dessus, tous les témoignages concordent : faim, soif, maladies, et, en plus, la chiourme galonnée.

Comment dans de telles conditions ne pas douter, être fatigué ? Il est remarquable que tous les soldats qui écrivent montrent une telle lucidité, un tel désir d'en finir. Voilà qui peut rassurer : les jeunes qui, aux quatre coins de la France, ont manifesté contre le rappel, ont, en Algérie, gardé leur sang-froid. Ils seront

demain dans la bataille aux côtés des travailleurs.

A ce propos, il faut détruire la légende du jeune soldat que le contact avec le sol algérien transforme en foudre de la sale guerre. Les jeunes soldats se battent, car ils ne peuvent faire autrement ; un point c'est tout. Certains sont amenés à participer aux atrocités contre les algériens ; rien de plus exact ; d'autres, plus rares, sont à l'avant-garde des saloperies mais on ne peut généraliser leur cas. Et il est étonnant qu'un hebdomadaire, par ailleurs farouche défenseur de certains aspects de la révolution algérienne, ait jugé bon de publier, sans commentaire, une volumineuse lettre de rappelé qui décrit, avec un certain luxe de style, les méfaits des jeunes du contingent, pris dans leur ensemble, leur mentalité réactionnaire, etc.

Eh bien non, encore une fois ! On ne peut généraliser quelques expériences, ni broser un tableau sans regarder dans quelles conditions on se trouve. Les jeunes sont encore d'attaque pour les batailles de demain, les vraies batailles, contre les responsables de la guerre d'Algérie. Les signes d'écœurement et de démoralisation dont certains font preuve sont dus à l'absence de solidarité dont ont fait preuve à leur égard les directions ouvrières. Les jeunes ont été seuls dans la lutte, ils sont seuls à l'heure actuelle, car personne ne leur ouvre la perspective d'un changement ni ne les aide à s'organiser pour résister à la pression de l'armée et des colonialistes.

A nous tous de leur manifester une solidarité permanente, de leur rendre confiance en développant contre le gouvernement une offensive de classe **POUR LA FIN DE LA SALE GUERRE.**

LETTRES D'ALGERIE DU CONSTANTINOIS

Notre unité avait été assez agitée au moment du départ pour l'Algérie. Arrivés là-bas, on nous a plus ou moins dispersés et encadrés de légionnaires. Et alors, c'a été les marches, les manœuvres, puis les patrouilles. Le tout sans bouffer beaucoup. Inutile de te dire que, dans des conditions pareilles, il n'y a moyen de rien faire, pas même de penser à autre chose qu'à sa peau.

Je ne sais pas si on vous le dit, mais il y a beaucoup de tués parmi nous ; pour chaque copain tué, il y en a qui voudraient tuer un Algérien. Ils le font quelquefois, mais ce ne sont pas les plus nombreux. Bien sûr, les gars ne sont plus aussi gonflés contre la guerre qu'au départ, mais presque tous en ont plus qu'assez. Même s'ils sont pris dans la connerie générale, générale, ils n'oublient pas ce qu'on a fait d'eux. Il y en a certains en France qui feraient bien de se le rappeler. Tu vois ce que je veux dire ?

DE KABYLIE

Là où on ne fait pas de pacification, on peut arriver à avoir des contacts avec les Algériens. C'est difficile, évidemment. Quant aux Français d'ici, mieux vaut ne pas en parler. Chaque fois que nous rencontrons un de ces cons-là et qu'après nous rentrons au camp on en a tellement assez qu'il y en a qui parlent de passer au maquis. On a eu un copain qui a été fait prisonnier ; ses parents ont eu de ses nouvelles, il ne se plaint pas...

Malgré tout, je tiens bien le coup. A bientôt, l'espère.

EN DEUX SEMAINES

LE GOUVERNEMENT DANS LE PETRIN.

Guy Mollet a promis de lutter avec énergie contre l'inflation. Effectivement, le voilà qui refuse avec un remarquable entêtement les plus légitimes aspirations ouvrières. Mais les patrons boulangers exigent que les augmentations de salaires de leurs ouvriers aillent de pair avec une augmentation des prix. Mollet refuse ; aussitôt les boulangers augmentent le pain ; foudres gouvernementales : rien. Protestation des ménagères : les prix sont ramenés à l'ancien niveau. Que les amateurs d'efficacité choisissent entre Mollet et les ménagères !

Le dindon.

M. Picot n'est pas content. M. Picot est haut placé à la Cie du Canal de Suez. Et le club des usagers du canal ne lui plaît guère. Car on peut imaginer beaucoup de façons d'envisager cette association, dans aucun il n'y a de place pour l'ancienne Compagnie ni donc pour M. Picot. S'il veut assurer sa matérielle que M. Picot cherche à récupérer les chèques envoyés par sa compagnie aux journaux.

UNE ROCHE DURE.

M. Roche, président du Conseil Economique, a bien travaillé ; il a assisté à un congrès anti-esclavagiste. Il y a découvert l'existence de marchés d'esclaves en Egypte et dans le Moyen-Orient. Et après cela, ces pays osent être anti-colonialistes et nationaliser nos canaux ! Posons au vertueux M. Roche quelques questions : de quelle colonie française viennent ces esclaves noirs ? que fait la France en Algérie ?

L'INFLATION PSYCHOLOGIQUE.

« Le Populaire » a fort à faire pour défendre l'œuvre gouvernementale de Guy Mollet. Le côté social revient à C. Fuzier qui expose très sérieusement « que la menace d'inflation que nous connaissons a des bases surtout psychologiques ». Les 400 milliards par an que coûte « la solution du problème algérien » (Fuzier dit) comptent assez peu dans l'affaire, paraît-il. A l'origine il faut chercher « la volonté bien arrêtée de tout ce que la France comprend de réactionnaires retors et arriérés de faire échouer dans sa tâche de redressement l'expérience gouvernementale ».

Ces réactionnaires ne constituent-ils pas la majorité gouvernementale de Guy Mollet ? Leurs votes fidèles ne font-ils pas vivre ce gouvernement ? Et est-ce en demandant aux ouvriers de renoncer à l'augmentation générale des salaires, comme le fait Fuzier, que l'on combattra ladite réaction ?

N'est-ce pas, encore une fois, aller au devant des désirs réactionnaires ?

S.F.I.O. CONTRE LABOUR PARTY.

Autre cheval de bataille du « Populaire » : le canal de Suez. Cette fois on ne s'en prend plus aux réactionnaires retors ni à « l'Humanité », mais aux camarades... du Labour Party britannique. C'est la lutte sur les trois fronts ; lutte désespérée.

Que Lucien Peyrassol reproche aux leaders travaillistes d'avoir dénoncé en termes fort crus la politique colonialiste du gouvernement Guy Mollet, c'est à peu près normal. Mais il fait un faux pas lorsqu'il ajoute : « De grâce, que nos camarades travaillistes ne viennent pas faire chorus avec les pires adversaires du socialisme. » Ne renversons pas les rôles, s'il vous plaît. Ce n'est tout de même pas les travaillistes qui font chorus avec Pinay et Bidault, avec « l'Aurore » et « Le Figaro ».

Le développement de « La Vérité des Travailleurs »

La parution bi-mensuelle de « La Vérité des Travailleurs » est maintenant assurée. Cela nous permet déjà de suivre de plus près les événements.

Mais il reste encore beaucoup à faire. Nous voudrions passer bientôt aux douze pages de façon à pouvoir traiter plus amplement des luttes ouvrières et des questions syndicales, des problèmes de la jeunesse, encasernée ou non, de la révolution coloniale et des sujets internationaux. Les problèmes fondamentaux de doctrine et d'histoire, de la stratégie révolutionnaire doivent aussi retenir plus largement notre attention en cette période de trouble et de crise profonde à l'intérieur des grands partis ouvriers.

Nous entendons surtout déployer un nouvel effort de propagande en faveur du journal, pour le faire connaître plus largement et augmenter le nombre de ses lecteurs. Il nous faut aussi obtenir une meilleure diffusion dans les kiosques.

Tels sont nos objectifs. Il va sans dire que nos efforts ne seront couronnés de succès que s'ils bénéficient de l'appui de tous nos lecteurs et sympathisants. Nous leur demandons de nous aider à trouver de nouveaux lecteurs, de faire lire notre journal, de nous transmettre des listes d'adresses de lecteurs éventuels. Nous leur demandons de s'abonner et de faire abonner leurs amis. Nous leur demandons de souscrire pour notre journal, puisque l'argent conditionne tous nos efforts matériels et que nous ne pouvons compter que sur les sacrifices de nos militants et sympathisants pour vivre.

LISTE SOUSCRIPTION.

Franc	1.500
Boud.	100
Paul	500
C.L. contre la répression	500
Bret.	350
Picard	500
Lev.	1.000
Erc.	800
Emile	1.200
Ren.	3.500
Derd.	1.500
Total	11.450
Total précédent	31.300
Total général	42.750

A l'action contre la répression

La lutte contre la répression n'a fait aucun progrès. « L'Humanité » s'en tient toujours aux petits entrefilets quoique ce soient en majorité des militants du P.C.F., dont J. Vigier, secrétaire fédéral d'Indre-et-Loire, qui se trouvent emprisonnés depuis quatre mois. Aucune véritable agitation, comparable à la campagne pour Henri Martin, n'est menée. Pas de grand meeting à Paris. Pas d'interpellation à l'Assemblée Nationale. Pas d'agitation dans les entreprises et les syndicats.

Toujours aucune réaction contre l'infâme condamnation du jeune métallo de St-Nazaire, Guy Bézier, à cinq ans de prison ferme pour participation à une manifestation contre la sale guerre.

La répression continue contre les organisations d'avant-garde. Les camarades Mulot et Garestier de la F.C.L. sont à Fresnes depuis le 13 juillet. Leur demande de mise en liberté a été rejetée. Le 6 septembre la police de Guy Mollet a saisi une fois de plus « La Vérité ». Le gérant du journal comparaitra le 22 septembre devant la 17^e Chambre correctionnelle pour y répondre du délit « d'injures publiques envers des officiers généraux ». Nous nous élevons énergiquement contre ces atteintes aux libertés démocratiques

et exprimons notre solidarité totale aux militants emprisonnés et poursuivis.

Les militants algériens du F.L.N. et du M.N.A. sont pourchassés et empiètent les prisons. En Algérie les condamnations à mort pleuvent dru sous Robert Lacoste.

Nous réitérons nos questions. Combien de jeunes soldats sont détenus dans les geôles militaires ? Combien ont été déferés devant les tribunaux militaires ? Quel député interpellera le gouvernement pour s'élever contre la répression et prendre la défense des jeunes victimes du militarisme ?

Cercle d'Etudes Marxistes

Notre parti reprendra prochainement ses cycles de cours marxistes sur l'économie politique, le matérialisme historique et la dialectique, et sur l'histoire du mouvement ouvrier. Les cours auront lieu tous les vendredis soirs. Ils se tiendront aux Sociétés Savantes, rue Danton, salle 10.

Les cours commenceront le vendredi 5 octobre à 20 h. 30.

Les fruits du XIV^e Congrès

Après avoir qualifié de provocateurs les soldats et les jeunes travailleurs qui manifestaient avec décision contre le colonialisme, laissant sans coordination les initiatives contre la guerre d'Algérie, la direction du P.C.F. s'en tient en matière de formes d'action à la pétition nationale du Mouvement de la Paix. Jusqu'ici on parlait de crétinisme parlementaire, il faudrait y ajouter le crétinisme « pétitionnaire ».

Les événements de Suez et de Chypre montrent combien est précaire la « détente », mais le P.C.F. se place exclusivement sur le terrain de la propagande. Le Bureau Politique publie un communiqué, il organise une **Conférence** à Paris et de petites réunions. Aucun manifestation n'est envisagée alors que les organisations du Labour Party parviennent à organiser des défilés dans Londres.

Le coût de la vie a augmenté depuis quelques mois dans des proportions considérables, la C.G.T. dont les principaux responsables sont membres du P.C.F., propose une augmentation du S.M.I.G. et une augmentation des salaires, mais elle demande aux militants de mettre l'accent sur les revendications particulières à l'entreprise. G. Poulain dans l'Humanité, donne le ton. Il ose écrire que la classe ouvrière est revenue du mot d'ordre « Tous ensemble » bien que le sentiment général soit que pour obtenir satisfaction il faut rompre avec la sempiternelle tactique des grèves tournantes ou élastiques qui suscitent la méfiance des travailleurs.

Toute cette pratique est bien la conséquence directe de la politique définie cet été au Havre. En effet, malgré les phrases ronflantes sur les possibilités jamais encore égalées et la marche du socialisme, le XIV^e Congrès n'a tracé ni ligne d'action ni perspectives concrètes à la classe ouvrière.

Pourquoi cette inaction ?

Tout est subordonné aux conceptions du Front Unique de la direction. Nous avons critiqué le sectarisme du P.C.F. des dernières années qui ignorait l'existence du P.S. en tant que tel pour ne pas effrayer les bons français avec qui ils voulaient s'unir. Au XIV^e Congrès il fut question d'unité complète avec la S. F. I. O. Mais cela suppose un programme d'action précis, **concret** et des propositions de formes d'action qui permettraient l'éclosion d'un courant unitaire dans le P.S. Dans le gros livre du Congrès on cherchera en vain ce programme de Front Unique. Jeannette Veermersch commentant la fameuse « Adresse aux socialistes » l'a bien dit : « Il ne s'agit pas d'une proposition directe de Front Unique, il ne s'agit pas non plus de soumettre un programme ; il s'agit de soumettre à leurs réflexions quelques questions », p. 322, Cahiers, numéro spécial. Ce n'est pas au développement d'un courant unitaire sur des positions de classe que sont attentifs les bureaucrates du P.C.F., mais sur le « bon vouloir » des ministres socialistes du gouvernement. Cette politique, inspirée par la théorie des « nouvelles voies du socialisme » se définit, pour le moins, par le mot opportunisme.

Devant ces considérations, les passages du rapport d'activité et des thèses relatifs à la nécessité de l'action indépendante ne sont que des **alibis**. Elles ne reçoivent aucune application.

Malgré l'unanimité du Congrès-Meeting du Havre, on aurait tort de croire que l'ensemble des militants du P.C.F. avalisent la politique de leur direction. L'opposition existe, elle lutte et remportera des succès dans la prochaine période.

MERLIN.

Les « Cahiers du Communisme » démascotent STALINE

« En demeurant secrétaire général, le camarade Staline a concentré entre ses mains un immense pouvoir, et je ne suis pas sûr qu'il sache toujours utiliser ce pouvoir avec suffisamment de prudence. »

« Il faut évidemment rendre Staline et Dzerjinski politiquement responsables de toute cette véritable campagne nationaliste grand' russe » (contre la Géorgie).

« Le Géorgien qui... lance avec mépris l'accusation de « social-nationalisme » (alors que lui-même est non seulement un véritable « social-national », mais aussi un grossier argousin grand' russe), ce Géorgien lèse en fait les intérêts de la solidarité de classe prolétarienne. »

Ces termes sont ceux de Lénine en décembre 1922. Ils sont reproduits, soit dans des textes connus sous le nom de « Testament de Lénine », soit de notes de la même période. Et ce sont les « Cahiers du Communisme » (numéro d'août-septembre) qui, à la suite de la revue « **Kom-mounist** », en assurent la publication. Après avoir nié pendant trente ans l'existence de ces textes, après avoir falsifié, voici quelques mois, une première traduction du « testament », la direction du P.C.F. est obligé de s'infliger à elle-même un démenti cinglant !

L'intérêt de cette publication ne réside pas seulement dans la justification qu'elle apporte aux affirmations de Trotsky et de la IV^e Internationale. Il faut le voir plus encore dans la dénonciation qu'ils font, dès 1922, des aspects les plus bureaucratiques de Staline, dans le domaine des affaires intérieures du Parti et dans la question nationale. C'est donc bien avant 1934 que, malgré les dires de Krouchtchev, il faut rechercher les origines de la politique stalinienne. Comment alors expliquer que Staline a appliqué une juste ligne contre l'opposition, de 1923 à 1927, si, avant cette période, il suivait déjà l'orientation néfaste qui allait aboutir aux années sanglantes de 1930 à 1940 ?

ABONNEZ-VOUS!

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

— 6 mois : 12 numéros 300 fr.
— 1 an : 24 numéros 600 fr.
— Sous pli fermé, respectivement 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat :

C.C.P. 6965-68 Paris,

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

LE NUMERO DE SEPTEMBRE DE « QUATRIEME INTERNATIONALE » AU SOMMAIRE :

Editorial :

La crise de Suez, nouvelle épreuve de force
entre l'impérialisme et la révolution.

Notes éditoriales :

Les rapports entre Paris partis communistes et
socialistes.

Chypre et Suez.

La campagne présidentielle aux Etats-Unis.
La conférence de Panama.

E. Germain

La révolte de Poznan, nouvelle étape de la
montée révolutionnaire dans le glacis so-
viétique.

M. Pablo

Depuis le rapport Krouchtchev sur Sta-
line...

Livio Maitan

Débats sur la « déstalinisation » dans le
mouvement ouvrier italien.

Jean-Paul Martin

Les effets de la « déstalinisation » en Chine.
Au 16^e anniversaire de l'assassinat de Léon
Trotsky. Autobiographie. Petrograd 1919.
Chronique de la révolution espagnole (suite).
Les livres.

Le Maroc, d'Albert Ayache.

Notes de lecture.

Cercle Zimmerwald.

Documents.

Le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ouvre
la phase finale de la crise du stalinisme
(rapport au Comité exécutif de la IV^e
Internationale). — Solidarité avec les ou-
vriers de Poznan (télégramme). — Contre
l'interdiction du P.C. allemand (télé-
gramme). — Déclaration du Secrétariat
International sur la crise de Suez.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'In-
ternationale :

Bolivie — Argentine — Uruguay — Ceylan
— Japon — Etats-Unis — Grande-Bre-
tagne — France — Hollande — Alle-
magne.

Un lecteur nous écrit :

A propos de la reconstitution de la Jeunesse Communiste

Je suis d'accord avec ce que vous écrivez au sujet du 14^e Congrès du P.C.F., à un détail près...

...L'explication que vous donnez au sujet du rétablissement de la J.C. me semble insuffisante en ce sens qu'elle sous-estime la vigueur de l'opposition révolutionnaire. Si c'était seulement pour « contrôler plus étroitement le développement de la lutte des jeunes », pourquoi la direction du P.C.F. n'aurait-elle pas rétabli la J.C. il y a six mois ou trois ans ? Il n'y avait même pas besoin d'un congrès pour le faire.

Et ce n'est pas pour rien que cela s'est passé à ce 14^e congrès alors qu'il y a six mois ou trois ans la direction était absolument opposée à cette reconversion.

Il ne faut pas oublier qu'un des griefs faits à Marty était qu'il voulait rétablir la J.C. et que depuis trois ans toute allusion à ce rétablissement était qualifiée de « Martyisme ».

C'est sur ce point que depuis trois ans s'est cristallisée l'opposition de beaucoup de jeunes membres du P.C.F. à la direction — je l'ai su dans deux lieux géographiquement éloignés. Récemment j'ai entendu un ancien responsable de la J.C. dire à un délégué au 14^e congrès : « Ramène-nous au moins la J.C. » Que tous ces jeunes membres du P.C.F. ont surestimé le caractère de la J.C. rétablie, était chose certaine. Mais pour eux c'était lutter contre la mesure qui l'avait supprimée, et contre l'orientation politique de ce moment.

Evidemment, il coûtait moins cher au cœur des bureaucrates de rétablir la J.C. que d'organiser la lutte révolutionnaire contre la guerre d'Algérie.

Il n'en est pas moins vrai que cela a été une capitulation devant la base, capitulation parce que c'est la négation d'un refus encore très récent et qui vise à rattraper toute une couche de jeunes militants, souvent ouvriers, en leur donnant l'illusion « que c'est la base qui dirige ».

Et il est encore vrai que cette capitulation est une brèche dans le système ultimatisé de la direction.

Il commence à apparaître au travers de ça, dans l'esprit des jeunes opposants, que « l'opposition paie ».

Pour cette raison, je ne suis pas d'accord avec cette partie de l'article parce qu'il semble manifester chez vous un certain manque de confiance à l'égard de l'efficacité de l'opposition. Ces jeunes ouvriers, qui ont lutté pour le rétablissement de la J.C., sont déjà un dépassement

de l'opposition des intellectuels du Parti. Lorsqu'ils auront lu votre article ils auront été tenté de penser que vous ne comprenez pas toujours ce qui est une victoire pour eux en l'assimilant trop rapidement à la victoire d'une manœuvre de la direction.

Je crois qu'il eut été plus juste de dire : « Cette J.C., maintenant rétablie, pour laquelle vous avez lutté depuis trois ans ne sera pas celle de 1925. Il faudra encore beaucoup de luttes pour qu'elle se redevienne. Vous avez déjà obtenu qu'elle soit réformée, alors maintenant luttiez pour qu'elle ne devienne pas un moyen aux mains des bonzes pour mieux torpiller vos luttes contre la guerre ».

Ce n'est pas là un désaccord politique avec vous, ce n'est qu'une discussion sur un point qui me semble avoir été traité trop rapidement et trop en surface... J.L.

Le camarade J. L... a raison de souligner les insuffisances de l'article sur le XIV^e congrès du P.C.F., en ce qui concerne la reconstitution des J.C. Analysant essentiellement la politique de la DIRECTION, cet article n'a pas montré la signification que revêtait cette décision aux yeux des militants.

Il semble toutefois que le terme de « capitulation devant la base » soit excessif pour caractériser l'attitude de la direction dans cette affaire. La reconstitution des J.C. était bien la revendication de nombreux militants, désireux d'une autre politique. Mais sur cette question il n'y avait, venant de la base, aucune pression de masse, aucune protestation générale, comparables, par exemple, à celles qu'a suscité le vote des pouvoirs spéciaux. En rétablissant la J.C., la direction a manœuvré plus qu'elle n'a « capitulé » : ainsi que l'indique J. L..., elle a proposé aux militants une FORME organisationnelle nouvelle pour éviter d'impulser une lutte au CONTENU révolutionnaire réel contre la guerre. Si elle a pris une telle mesure en 1956 plutôt qu'il y a six mois ou trois ans, c'est parce que cette année, pour la première fois depuis longtemps, les jeunes sont entrés dans la lutte en tant que jeunes, ce qui, pour des raisons différentes, ne laisse indifférents ni les révolutionnaires de la base, ni les bureaucrates des sommets du P.C.F.

En tout état de cause, la reconstitution des J.C. offre des possibilités de battre en brèche, dans l'avenir, le monolithisme du P.C.F. La lettre de J. L... soulève sur ce point des problèmes sur lesquels un débat doit s'engager.

Nasser et la révolution au Moyen-Orient

L'impérialisme et ses laquais au sein du mouvement ouvrier, les directions social-démocrates, veulent escamoter le sens social des événements qui se déroulent dans les pays arabes, en parlant d'un « nationalisme rétrograde » qui va jusqu'à épouser des allures « à la Hitler ».

En procédant par des comparaisons historiques basées sur des ressemblances extérieures franchement superficielles, ils établissent des parallèles entre Nasser par exemple et Hitler, tous deux des « dictateurs », « ambitieux », « fanatiques », etc...

Naturellement, une telle « explication » fait bon marché des forces sociales fondamentales qui agitent actuellement les pays arabes et qui déterminent la stature, le rôle, les possibilités des différents personnages de la scène politique de ces pays.

Ces forces sociales sont celles de la révolution coloniale qui, dans sa première phase, dresse ensemble paysans, ouvriers, petits bourgeois citadins et même les noyaux de la bourgeoisie industrielle naissante, contre l'impérialisme et ses alliés indigènes.

Les pays arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont du point de vue social des pays coloniaux ou semi-coloniaux soumis à l'exploitation de l'impérialisme. Si la plupart d'entre eux ont accédé à l'indépendance politique formelle, les séquelles de l'impérialisme sont encore partout très importantes et même décisives du point de vue économique. Limitons-nous plus spécialement au cas des pays arabes du Moyen-Orient. Leurs principales richesses, le pétrole et le coton, se trouvent exploitées par des compagnies et des banques impérialistes.

Leurs populations sont essentiellement paysannes, cultivant avec des moyens techniques rudimentaires des terres appartenant dans leur écrasante majorité à des féodaux. Pour les dix pays suivants : Liban, Syrie, Turquie, Jordanie, Irak, Iran, moins du huitième des terres cultivées est irriguées. D'où un rendement de la production agricole et un revenu national par tête d'habitant très faible (1).

Théoriquement, les énormes bénéfices provenant de la production annuelle de quelque 160 millions de tonnes de pétrole du Moyen-Orient devraient suffire largement à développer économiquement ces pays et à y élever le standard de vie. L'ensemble des revenus directs et indirects que les pays du

(1) Par an, 40.000 francs en Egypte et en Syrie, 30.000 en Iran, moins de 10.000 en Irak et en Arabie saoudite !

Moyen-Orient ont tirés du pétrole entre 1951 et 1955 s'est élevé à 3,5 milliards de dollars ! On compte qu'en 1955 il a dépassé le milliard de dollars ! Mais l'écrasante majorité des bénéfices fabuleux du pétrole qui ne sont pas empêchés par les compagnies impérialistes vont aux oligarchies dirigeantes (gouvernants, rois, cheiks) qui ne représentent souvent que les instruments de la domination impérialiste. Ainsi, le cheik de Koweït, sultanat contrôlé par la Grande-Bretagne, une des principales sources du pétrole, devrait toucher bientôt la somme fantastique de 100.000 livres sterling de redevance par jour !

Dans l'ensemble de ces pays, l'Egypte occupe une place particulière. Elle est démographiquement le plus important de ces pays, avec plus de 20 millions d'habitants, et économiquement le plus développé. Grâce au Nil et à des travaux hydrauliques importants déjà réalisés sous la domination impérialiste, l'agriculture égyptienne est des plus développées, produisant environ 350.000 tonnes de coton et 1.500.000 tonnes de céréales.

D'autre part, s'est constituée, surtout depuis l'éclatement de la deuxième guerre mondiale, une importante industrie textile (400.000 broches). Alexandrie et Le Caire sont actuellement parmi les villes les plus industrielles de tout le Moyen-Orient, avec une importante concentration du prolétariat.

Politiquement, l'Egypte a également pris une place toute particulière au sein du monde arabe depuis la révolution de 1952 qui a renversé le régime du roi Farouk, soumis à l'impérialisme et aux féodaux indigènes.

Il s'agissait d'une révolution politique qui a vite pris un sens social.

Les jeunes officiers qui l'avaient menée et dont est issu Nasser, représentaient un élément bonapartiste, soumis à la pression de forces sociales antagonistes : la paysannerie avide de terre (accaparée par les féodaux), la petite bourgeoisie radicale et anti-impérialiste des villes, le prolétariat naissant, la bourgeoisie industrielle.

Toutes ces forces étaient cependant à des degrés divers unies pour un même objectif : la lutte contre l'impérialisme et ses agents indigènes.

Ceci est valable, y compris pour la bourgeoisie industrielle égyptienne qui ne pourrait se développer qu'aux conditions suivantes : élargir le marché intérieur du pays en élevant le standard de vie de la paysannerie, donc au détriment des féodaux ; se procurer des marchés extérieurs dans l'arrière-pays

(Soudan, Afrique noire) et dans les autres pays arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, donc au détriment de l'impérialisme dominant ces pays. Le régime politique de Nasser, issu de la révolution de 1952, est en définitive au service de cette bourgeoisie.

Mais comme celle-ci est encore faible et que la poussée des autres classes est toujours forte, le régime de Nasser a forcément un aspect bonapartiste, d'arbitre entre ces forces antagonistes.

Le caractère social, en définitive bourgeois, du régime politique bonapartiste de Nasser se dégage clairement aussi bien de son programme intérieur que de son programme extérieur. A l'intérieur, Nasser préconise et réalise une réforme agraire modérée qui a pour but d'élargir la capacité d'absorption du marché intérieur et de procurer des bras à l'industrie des villes. A l'extérieur, il préconise l'union avec le Soudan et se fait le champion de l'indépendance politique et économique de tous les pays arabes de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient afin de créer un espace économique inter-arabe, espace vital pour l'industrie égyptienne.

Cependant, malgré son caractère social bourgeois, le régime de Nasser lutte effectivement jusqu'à un certain degré contre l'impérialisme, et ce faisant il est jusqu'à un certain point un régime progressif. Ceci provient du fait que Nasser représente la bourgeoisie nationale d'un pays semi-colonial, capable et même obligée par sa nature, pour ses propres intérêts, de lutter effectivement jusqu'à un certain degré contre l'impérialisme.

L'étatisation du canal de Suez est la meilleure illustration de ce fait.

D'autre part, la recherche de la part du régime de Nasser d'autres liens économiques que ceux exclusifs avec l'impérialisme est une indication qui va dans le même sens. Le régime de Nasser cherche à assurer le développement économique propre de l'Egypte et à diminuer sa dépendance stricte envers l'impérialisme. Il contribue ainsi à l'affaiblissement de celui-ci et au développement des forces productives du pays paralysées par la mainmise de l'impérialisme. L'accroissement du revenu national de l'Egypte depuis 1952 se fait jusqu'à maintenant au taux de 8 % par an. Le revenu agricole a augmenté de 15 % en 1954, la production industrielle de 25 %, la production de fer et de fonte de 94 %. Le mouvement des échanges en 1956 a atteint d'autre part le chiffre record de 91 millions de livres, soit une augmentation de 21 millions de livres par rapport à

L'appel des Etudiants Algériens pour le ralliement au maquis

On se souvient des graves remous provoqués dans le mouvement étudiant par la décision des étudiants algériens de faire la grève illimitée des cours et des examens. Avant d'être étendue à la métropole, cette grève avait été proclamée à Alger même dans des termes d'une grande résolution et d'une volonté farouche de mener la lutte pour l'émancipation algérienne à bonne fin. Le fait même de recourir à

Etudiants Algériens !

« Après l'assassinat de notre frère Zeddour Belkacem par la police française, après le meurtre de notre frère aîné le docteur Benzerdjeb, après la tragique fin de notre jeune frère Brahmi du collège de Bougie, brûlé vif dans sa mechta incendiée par l'armée française pendant les vacances de Pâques, après l'exécution sommaire dans un groupe d'otages de notre éminent écrivain Rhida Houhou, secrétaire de l'Institut Benbadis de Constantine, après les odieuses tortures qu'on a fait subir aux docteurs Heddad de Constantine, Baba Ahmed et Tobal de Tlemcen, après l'arrestation de nos camarades Amara, Lounis, Saber et Taouti, aujourd'hui arrachés aux geôles de l'administration française, celles de nos camarades Zerrouni et Madhi, après la déportation du camarade Mihi, après les campagnes d'intimidation contre l'U.G.E.M.A., voici que la police nous arrache d'entre les mains, un matin à la première heure, notre frère Farhat Hadjadj, étudiant en propédeutique et maître d'internat au lycée de Ben-Aknoun, la torture, le séquestre pendant plus de dix jours (avec la complicité de la justice et de la

une telle décision et le texte qui justifie ce choix expriment mieux que de longs développements la profondeur du bouleversement révolutionnaire en cours et son caractère irrévocable.

Nous estimons que cet appel des étudiants d'Alger, du mois de mai, a la valeur d'un document historique et mérite d'être connu par le plus grand nombre.

haute administration algérienne prévenues de son affaire) jusqu'au jour où nous apprenons atterrés la nouvelle de son égorgement par la police de Djidjelli aidée de la milice locale.

« L'avertissement donné par notre magnifique grève du 20 janvier 1956 n'aura-t-il servi à rien ?

« Effectivement avec un diplôme en plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres ! A quoi donc serviraient-ils ces diplômes qu'on continue à nous offrir pendant que notre peuple lutte héroïquement, pendant que nos mères, nos épouses, nos sœurs sont violées, pendant que nos enfants, nos vieillards tombent sous la mitraille des bombes, le napalm.

« Et nous, les « cadres de demain », on nous offre d'encadrer quoi ? d'encadrer qui ?... les ruines et les monceaux de cadavres sans doute, ceux de Constantine, de Tébessa, de Philippeville, de Tlemcen et autres lieux appartenant déjà à l'épopée de notre pays. Notre passivité face à la guerre qu'on mène sous nos yeux nous rend complices des accusations ignobles dont notre vaillante armée nationale

est l'objet. La fausse quiétude dans laquelle nous nous sommes installés ne satisfait plus nos consciences.

« Notre devoir nous appelle à d'autres tâches, plus urgentes, plus impératives, plus catégoriques, plus glorieuses.

« Notre devoir nous appelle à la souffrance quotidienne aux côtés de ceux qui luttent et meurent LIBRES face à l'ennemi.

« NOUS OBSERVERONS TOUS LA GREVE IMMEDIATE DES COURS ET DES EXAMENS POUR UNE DUREE ILLIMITEE.

« Il faut désorser les bancs de l'Université pour le maquis.

« Il faut rejoindre en masse l'Armée de Libération Nationale et son organisme politique le F.L.N.

« Etudiants et intellectuels algériens, pour le monde qui nous observe, pour la Nation qui nous appelle, pour le destin héroïque de notre pays, serions-nous des renégats ? »

L'UNION GENERALE
DES ETUDIANTS MUSULMANS D'ALGERIE

D'une brûlante actualité :

Le Tome 1 de

« ECRITS »

de Léon TROTSKY

(1928-1940)

Un recueil d'une trentaine d'articles sur l'économie soviétique, la situation internationale, la question du désarmement. Des études plus actuelles que jamais.

Le volume : 1.000 francs

Le prochain numéro de « La Vérité des Travailleurs » paraîtra le 12 octobre.

la période correspondante de 1955. Ceci malgré les entraves imposées par l'impérialisme, et grâce à l'extension et au développement du commerce de l'Egypte avec l'U.R.S.S., les démocraties populaires, la Yougoslavie et la Chine, qui a plus que doublé depuis 1953 et représente environ le quart du commerce total du pays.

Il faut enfin tenir compte du stimulant formidable que constitue le combat mené par le régime de Nasser pour la lutte anti-impérialiste des masses de tous les pays arabes et même de tous les pays coloniaux et semi-coloniaux. C'est d'ailleurs cet aspect qui préoccupe surtout les impérialistes et non l'étatisation en soi du canal. Ils l'ont du reste dit clairement : abattre Nasser, c'est porter un coup à la révolution coloniale arabe, à la révolution coloniale en général.

Le caractère bourgeois de la direction de la révolution coloniale arabe à son stade actuel ne doit pas faire oublier aux marxistes et au prolétariat révolutionnaire ces deux considérations fondamentales : et développe économiquement ces pays ; tales : même ainsi, cette révolution affaiblit l'impérialisme et développe économiquement ces pays ; tales : même ainsi, cette révolution affaiblit l'impérialisme et développe économiquement ces pays ; tales : même ainsi, cette révolution affaiblit l'impérialisme et développe économiquement ces pays ;

... On l'a bien vu lors de la magnifique grève générale du prolétariat arabe du 16 août qui s'est étendue de l'Atlantique au Golfe Persique.

Cette grève avait paralysé les usines, les transports... et les pipe-lines. Pendant dix heures environ, le pétrole ne passa plus dans les pipe-lines de Syrie, malgré les ordres du gouvernement de ne pas toucher à leur fonctionnement.

Demain, ce seront ces forces nouvelles, éveillées par la bourgeoisie nationale elle-même, qui prendront inexorablement sa relève et qui mèneront la lutte jusqu'à sa conclusion radicale : l'instauration des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

J.-P. MARTIN

Ce n'est pas des nouveaux statuts d'Algérie qui feront cesser la guerre

Ce n'est pas un projet de statut algérien que le gouvernement tient en réserve, s'en est six. Belle consolation : c'est beaucoup trop pour être honnête. En vérité ces statuts multiples n'en feront pas avancer d'un centimètre le règlement de la questions algérienne. Cette élaboration de statuts multiples est une aberration car il est certain par avance qu'aucun Algérien ne voudra en entendre parler. Le temps des promesses mirifiques est bien révolu pour eux.

Et comment ajouteraient-ils foi à ces constructions attrape-nigauds qui ne tromperaient pas un enfant ? Lorsque le principe d'un gouvernement algérien est envisagé — ô comble d'audace — c'est pour préciser tout de suite que sa présidence sera assurée par un ministre français nommé à Paris. Lorsque l'on ne peut plus éluder le collège unique qui donnera à la population musulmane une représentation équitable, une deuxième et une troisième Assemblées sont aussitôt envisagées où les colons auraient une position de force pour annihiler les effets du suffrage universel.

Plaisanterie que tout cela quand le bilan de l'insurrection saute aux yeux, quand les taches « d'insécurité » s'étendent à tout le territoire algérien sur les cartes d'état-major. Guy Mollet retarde encore de quelques bonnes années. Il n'y a que lui pour croire encore aux miracles aussi étrange que cela paraissent pour un « socialiste ».

L'aveuglement de ces socialistes ne laisse pas de surprendre. Il n'y a que Robert Lacoste pour constater encore « que la situation s'est nettement améliorée » et que « le plan de pacification est même en avance sur le calendrier ». Aux démentis de communiqués de guerre quotidiens et des témoignages venant de tous horizons, il oppose l'impassibilité du bovin.

Le bilan de la pacification est pourtant bien clair pour tout le monde. La mise en place d'un demi-million de soldats a seulement provoqué l'extension de l'insurrection aux régions non touchées précédemment. L'armée de libération s'est remarquablement adaptée à la nouvelle situation et c'est elle qui conserve toujours l'initiative en dépit des conditions plus difficiles. Elle est passée maîtresse dans l'art de tendre des embuscades meurtrières qui font peser sur le corps expéditionnaire une atmosphère de crainte et d'insécurité généralisée. Le lourd dispositif des patrouilles et la terreur contre tout ce qui est musulman ne parviennent pas à empêcher les attentats au cœur d'Alger, les attaques des postes de police et l'exécution du chef des parachutistes. Les forces impérialistes ne connaissent d'autre riposte que la répression aveugle contre toute la population, les rafles monstres, les assassinats et les crimes en grande série, les villages pillés, dévastés par les troupes

ou rasés par l'aviation en vertu du principe hitlérien de la responsabilité collective.

Ces atrocités jointes aux ignobles camps de concentration, à l'arbitraire judiciaire et aux policiers et gendarmes tortionnaires se déroulent sous l'égide d'un ministère et d'un résident socialistes. Peut-on souhaiter meilleure propagande en faveur du socialisme dans les pays arabes ?

Les phrases de la résolution du Congrès S.F.I.O. recommandant la négociation et un Etat algérien, sont restées des phrases. La directive de mettre à la raison les magnats de la colonisation et leurs hommes de mains en place dans la haute administration, la justice et la presse, Robert Lacoste l'applique à sa façon en s'acharnant sur les militants du P.C.A. et tous les éléments européens, dont le nombre s'accroît jusque dans les milieux catholiques de l'aveu du « Monde », qui voient l'avenir, le progrès et la lumière incarnés par la résistance algérienne.

Mais qui prend encore au sérieux les déclarations officielles empreintes d'un optimisme béat ? Pas même la presse bourgeoise qui cache mal son dédain pour ces valets trop zélés revêtus de la livrée ministérielle.

Il est à craindre, précisément, que ces valets paralysés par leurs complexes et leur servilité, se sentant beaucoup moins libres de leurs actes que les maîtres, ne soient un facteur de prolongation de la sale guerre. Ils le sont déjà par le fait que leur présence au gouvernement limite l'action des masses. Ils y ajoutent leur maladie congénitale : la crainte que leur qualité de gérant loyal du capital puisse être mise en doute.

D'importantes fractions de la bourgeoisie affichent des positions nettement plus avancées que celles de Mollet-Lacoste. Mendès-France se donne le luxe de proposer des mesures d'épuration sévère dans l'administration colonialiste et parmi les policiers tortionnaires, de mettre à la raison les gros colons et de rétablir la liberté de la presse. Jacques Chevallier reconnaît que l'on se trouve devant une révolution et propose « la discussion avec ceux avec lesquels on n'est pas d'accord ». « Le Monde » publie des reportages qui abondent également dans le sens de la négociation. Il n'y a que Lacoste qui ne veut pas entendre parler « d'une conférence de la Table ronde qui aboutirait à notre éviction ». Il ne connaît que la « pacification » qui aboutirait à la paix des cimetières et recherche les « hommes nouveaux » fidèles à la France.

Tenaillé par l'échéance des Nations Unies, le gouvernement hésite de progresser dans la question algérienne avant d'avoir marqué des points contre Nasser. Comme c'est Nasser qui a plutôt marqué des points jusqu'ici, le prélabile égyptien pourrait s'éterniser et se retourner finalement contre Guy Mollet.

Au-dessus des incapacités de ce gouvernement il y a le problème-clé pour la bourgeoisie française : avec qui discuter, avec qui conclure ? Il n'y a pas de Bourguiba ni de Sultan en Algérie. Le Front de Libération Nationale, ce n'est pas Ferhat Abbas et les délégués itinérants à l'étranger. C'est avant tout les cadres qui ont déclenché l'insurrection et qui dirigent le combat héroïque de la résistance algérienne. Ces cadres en contact avec l'élite des combattants et les masses, ne se prêteront pas à des marchandages qui vont à l'encontre des objectifs de la révolution algérienne.

L'espoir d'un Mendès-France c'est de miser sur les dirigeants politiques petits-bourgeois pour leur faire jouer le rôle de frein du mouvement de masse et briser l'unité du mouvement. Une tâche importante est impartie à Bourguiba dans ces plans encore fragiles. Un Ferhat Abbas n'a pas d'assise sociale assez solide et ne fait pas le poids pour prétendre domestiquer le nationalisme algérien. Il est du reste bien conscient de ses limites et ne s'avancera sans doute qu'avec circonspection.

Quoi qu'il en soit, l'unité nationale très large réalisée par la résistance pour les besoins de sa lutte, ne résistera pas à l'épreuve des tâches politiques qui attendent la révolution algérienne. Nous n'en sommes qu'au début du regroupement des forces. La révolution aura besoin d'une direction à la mesure de ses objectifs.

R.L.

“ L'Autonomie ” promise au Togo et au Cameroun

Dans le cadre de l'Afrique noire française, le Togo et le Cameroun occupent une place particulière. Anciennes colonies allemandes, ces pays ont été chacun coupés en deux pour être remis partie à l'Administration anglaise, partie à l'Administration française. Ces administrations s'exercent sous la tutelle des Nations Unies.

Ces particularités font que depuis la fin de la dernière guerre le mouvement d'émancipation de ces deux pays — et principalement du Cameroun — a pris une position en flèche par rapport aux autres mouvements, revendiquant directement l'indépendance et l'unification de leurs territoires. Ces mouvements ont connu un magnifique essor et le colonialisme a eu recours finalement au Cameroun à une vaste provocation, à des fusillades, à une répression de grand style et à l'interdiction de l'U.P.C.

De grands changements politiques sont annoncés maintenant dans le cadre des mesures de libéralisation préventive chères au ministre Defferre. Le Togo doit devenir à bref délai République autonome dans le cadre de l'Union Française. Au Cameroun l'Assemblée territoriale a été dissoute, un projet d'amnistie a été déposé, mais la dissolution de l'U.P.C. sera maintenue.

Pourquoi ce retournement et tant de hâte soudaine ? Les territoires voisins de la Côte de l'Or et du Nigéria vont accéder prochainement à l'indépendance. D'autre part, la question du Togo est à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la gestion française au Cameroun pourrait être soulevée du même coup et la France risquerait de se trouver en mauvaise posture à défaut d'un rétablissement ultra-rapide.

On fait beaucoup état de la générosité française au Togo où l'on crée le décorum d'une République souveraine. L'Assemblée territoriale qui a entériné les projets français est une assemblée préfabriquée, l'opposition nationaliste ayant boycotté les élections faute de pouvoir mener librement sa campagne et devant le truquage notoire des opérations de vote.

Le statut du Togo derrière la belle façade sera en deça du traité d'autonomie interne de la Tunisie. Le haut-commissaire français désignera le premier ministre. La France conservera les principaux services de police et toute l'ossature de l'administration directe avec ses commandants de cercle et ses chefs de subdivisions.

Un référendum-piège doit avoir lieu le 28 octobre sous des dehors très démocratiques. La population du Togo devra choisir entre « l'autonomie interne » française déjà mise en application et le « maintien de la tutelle ». Les nationalistes protestent énergiquement contre cette opération par laquelle l'impérialisme français veut se débarrasser d'une tutelle internationale encombrante. Ils soulignent en même temps l'absence de garanties démocratiques dans ce référendum. Il faudra de toute façon faire passer la pilule aux Nations Unies en novembre.

Pour le Cameroun l'administration ne pourra moins faire que de proposer l'alignement sur le statut togolais. La réalisation en sera pourtant malaisée étant donné que les nationalistes disposent dans ce pays d'un puissant appui dans les masses que la répression n'a pu que renforcer.

C. HENRY

LA VERITE DES TRAVAILLEURS
PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

Vers la "Deuxième Révolution"

Le XX^e congrès du P.C.U.S. est passé comme un tremblement de terre sur l'ensemble du mouvement communiste mondial. Mais c'est en Pologne que ses conséquences se sont fait ressentir avec le plus de violence. La presse communiste polonaise a porté les critiques les plus sévères contre le régime et les erreurs de Staline. La grève et l'insurrection de Poznan ont montré avec éclat le divorce existant entre les masses et la bureaucratie dirigeante qui, en étouffant la démocratie ouvrière, en méprisant les aspirations des travailleurs, a mis en danger la stabilité de l'état ouvrier polonais. Après Poznan, les soviétiques ont pris pleinement conscience des implications du processus qu'eux-mêmes avaient déclenché : la résolution de leur Comité Central, le soutien public accordé à l'horez, le plus attardé des staliniens, toute une série de mesures dénotent leur désir de fixer une limite aux initiatives des militants communistes. Mais le cours nouveau est irrésistible : portées par l'évolution même du mouvement ouvrier, les critiques du passé aboutissent naturellement à l'élaboration d'une politique nouvelle, et, par là même, au rétablissement total du marxisme révolutionnaire, à l'encontre de tous les bureaucrates. Ceux-ci peuvent alterner les concessions avec les manœuvres ; l'exemple polonais montre clairement la vanité de leurs tentatives d'ignorer les exigences profondes des masses.

APRES POZKAN.

Au lendemain de la grève de Poznan, la direction du Parti Ouvrier Polonais a tenté d'accréditer la version d'un soulèvement fomenté par des provocateurs. Radio-Varsovie, qui avait diffusé les communiqués officiels, a reçu d'innombrables lettres ; quelques-unes d'entre-elles ont été citées au micro ; aucune n'acceptait les arguments du gouvernement. « Le sang nous monte à la tête en écoutant vos discours, écrit un auditeur de Wegorzend. La lutte pour le pain, vous en faites une provocation dirigée contre votre légalité ». Tous les travailleurs polonais étaient solidaires de leurs camarades de Poznan, aussi bien dans leur attachement proclamé à la structure nouvelle de l'économie que dans leur volonté de transformer leurs conditions de vie.

Dans de telles conditions, les dirigeants polonais durent reculer ; à leur suite, journalistes bien pensants, officiels de tout poils, juges et policiers abandonnèrent l'idée d'une provocation. C'est alors que fut convoquée la 7^e session du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais. Boulganine vint assister aux travaux de cet organisme. La presse internationale s'est fait l'écho de ses déclarations : le soulèvement de Poznan était l'œuvre de provocateurs, qu'il fallait réduire à merci ; il avait été encouragé par une excessive liberté de la presse, qu'il fallait entraver à nouveau. Solution raisonnable pour quiconque ne vise qu'à maintenir l'assise de l'ordre existant ! Orientation inapplicable pour les dirigeants polonais qui doivent faire face aux revendications pressantes des travailleurs de leur pays ! Dans son rapport Ochab premier secrétaire du parti, répliqua : « En appréciant les causes de ces événements, il serait erroné de s'intéresser essentiellement aux machinations des provocateurs et des agents de l'impérialisme. Il faut en premier lieu chercher les racines sociales de ces incidents, qui sont devenus pour tout notre parti un signal d'alarme, la preuve de l'existence de sérieuses perturbations dans les rapports entre le Parti et différents détachements de la classe ouvrière ». Et, malgré l'avis émis par Boulganine, le Comité Central cherche en premier lieu à normaliser les rapports ainsi perturbés. Pour la première fois depuis des années, la pression des masses avait eu plus de poids dans la détermination de la politique d'un Parti Communiste que la volonté des dirigeants de Moscou.

VIVRE MIEUX.

« Ce que je désire avant tout : vivre mieux » répond un travailleur au correspondant de France-Observateur. Les ouvriers polonais ont construit de leur travail l'industrie polonaise actuelle ; mais leurs salaires réels, leurs conditions de logement et de loisirs sont sans rapport avec la progression industrielle. Selon la dernière estimation officielle (elle-même contestée), les salaires ont à peine augmenté de 13 % de 1950 à 1956. Du côté des campagnes le tableau n'est pas meilleur : toutes les oscillations

de la politique gouvernementale n'ont jamais pu assurer une production agricole suffisante.

De cet état de chose, les masses polonaises ne veulent plus. Elles exigent que l'économie nouvelle, à laquelle elles sont profondément attachées, soit gérée dans leur intérêt. Les dirigeants polonais cherchent à l'heure actuelle à satisfaire les travailleurs par des mesures de relèvement de salaire, des promesses de construction. Parallèlement, ils accordent à toutes les couches de la population des possibilités de critique plus grandes : démocratisation des conseils populaires, élargissement des pouvoirs de la Diète ; récemment Cyrankiewicz affirmait que la légalité socialiste serait désormais respectée.

ELIMINER LA BUREAUCRATIE.

Pour positives qu'elles soient, ces réformes ne sauraient résoudre le problème fondamental de la Pologne actuelle : l'existence d'une bureaucratie, responsable des erreurs commises. Ochab décrit ainsi la situation : « Les déviations bureaucratiques... ont gravement relâché les liens entre la classe ouvrière et la direction économique du pays. Ce n'est que sur la base de l'affaiblissement des liens avec la classe ouvrière qu'a pu apparaître ce phénomène extrêmement nuisible que nous-mêmes — en tant que direction du Parti — n'avons pas combattu à temps : l'amoindrissement du souci d'améliorer au maximum les conditions de vie des travailleurs ». En d'autres termes, le Parti, lié de mille attaches à la bureaucratie de l'Etat, a été l'exécutant des perversions bureaucratiques. Ni des réformes économiques, ni des proclamations d'intentions ne peuvent suffire à transformer la situation. Le problème est essentiellement politique : seuls les travailleurs, qui en ont été les victimes quotidiennes, peuvent repérer et désarmer efficacement tous les bureaucrates du Parti et de l'Etat. De la même façon, seuls les ouvriers gérant démocratiquement les entreprises peuvent à l'avenir empêcher le retour de tous les administrateurs corrompus. Pas d'autre solution que l'appel aux masses, organisées en comités à la base, disposant de tout pouvoir pour parachever sur le plan politique la révolution inaugurée dans le domaine économique et social.

UNE OPPOSITION POLITIQUE.

En ignorant cette réalité première, les dirigeants polonais se condamnent à l'impuissance. Les mesures économiques n'ont pas empêché les syndicats de formuler de nouvelles revendications ; la réforme parlementaire a permis à une commission de la Diète de rejeter un projet gouvernemental ; la réintégration de Gomulko, l'accession de certains de ses partisans à des postes responsables n'ont fait qu'encourager l'opposition.

L'existence d'une presse oppositionnelle est une des caractéristiques essentielles de la situation actuelle. Chacun connaît l'existence du journal étudiant « Pro Postu », dont le tirage est passé en quelques mois de 10.000 à 100.000 exemplaires. Cet organe ne borne pas ses critiques au domaine culturel ; il est, en fait le principal représentant d'un courant politique marxiste, et son action est appuyée par des journaux et revues de même tendance.

Le gouvernement polonais a perdu le contrôle de la presse ; cette faiblesse de sa part est l'indice du nouveau rapport de forces qui s'instaure dans le pays, entre la direction du parti et de l'état, bureaucratiquement déformés, et les plus conscients des travailleurs, guidés par une opposition de gauche qui, dans ses critiques demeure fidèle au marxisme révolutionnaire.

VERS LA DEUXIEME REVOLUTION.

Rien de plus significatif à cet égard que les perspectives définies par l'hebdomadaire « Nowa Kultura » du 29 avril 1956.

« Le 1^{er} mai stalinien, le 1^{er} mai habituel de la Pologne populaire ? C'est, ensemble, la Révolution et la Contre-Révolution, les ouvriers à côté des bourgeois qui les pillent impunément, les vieux révolutionnaires avec les petits conformistes, les dévots de la Sainte-Vierge avec les dévots du culte de la personnalité... La Révolution nous a doté d'un appareil complet de gouvernement. Elle en a recouvert tout le pays, elle y a placé des milliers de gens, tous intéressés à sa sauvegarde et à son renforcement. Jamais contrôlé par les masses, et bientôt supprimant avec habileté tout moyen de contrôle,

POUSSEE A GAUCHE
AU CONGRES DES TRADE-UNIONS

L'Angleterre est menacée par l'inflation ; la bourgeoisie britannique cherche à pallier son manque de matières premières et de main-d'œuvre par un développement systématique de l'automatisation. Les travailleurs doivent, selon les plans du gouvernement conservateur, faire les frais de ces deux phénomènes.

Les ouvriers de l'automobile ont déjà, par grèves, protesté contre le chômage qu'impose l'automatisation telle que la conçoivent les grands capitalistes. L'ensemble du prolétariat britannique vient de donner une réponse cinglante au ministre des Finances, qui les invitait, sous le vocable de « coopération devant les difficultés », à modérer leurs revendications. Le congrès des Trade-Unions (qui groupe tous les syndiqués), au contraire, décide de développer une campagne de revendications.

Un des faits les plus notables du congrès a été la prise de position de Frank Cousins, secrétaire du syndicat général des transports et divers (T.G.W.O.). Cette fédération, qui regroupe près d'un million de travailleurs de toutes professions, était jusque-là un des piliers de la bureaucratie syndicale. Bevin, Deakin, puis Tiffin, ses dirigeants, avaient toujours tout mis en œuvre pour empêcher la radicalisation des travailleurs britanniques. A ce congrès, au contraire, Cousins a animé la fraction la plus avancée des délégués. Largement soutenu, il a dénoncé les conservateurs, réclamé un gouvernement travailliste qui étendrait les nationalisations, affiché une certaine sympathie pour Bevan.

Cette évolution d'un bureaucrate, apte à saisir le sens de l'évolution des masses, est significative des perspectives de luttes nouvelles qui s'ouvrent devant le prolétariat anglais. Le congrès du Labour Party permettra d'apprécier les symptômes de radicalisation du mouvement ouvrier britannique. A cet égard, les votes pour la désignation du trésorier national auront une grande importance, Bevan étant candidat au remplacement de Gaitskell à ce poste.

CEYLAN.

Un accord économique vient d'être conclu entre Ceylan et la République populaire de Chine. Il est à noter que la reprise des relations avec la Chine avait été pendant des années un des thèmes importants de la campagne de masse menée par le parti Lanka Sama Samaja, section cinghalaise de la IV^e Internationale, pour un avenir socialiste de Ceylan.

GRANDE-BRETAGNE.

« The Reasoner », organe d'une opposition au sein du P.C. britannique, dont nous avons déjà parlé dans notre précédent numéro, vient d'être officiellement condamné par la direction. Les rédacteurs du journal ont répliqué en soulignant que les profondes divergences qu'ils avaient avec la politique du parti leur imposaient de continuer la publication de leur organe, étant donné les conditions existant au sein du parti.

cet appareil a dégénéré ; il a formulé lui-même ses principes et défini ses propres buts ; il s'est entouré d'une police à sa dévotion, qui défend les intérêts de la caste officielle ; il a produit sa propre mythologie, autour d'une foi et d'un chef infaillible ; il a formé ses propres alliances de classe par des combines entre la caste officielle et les professions privilégiées ; il a tiré sa propre esthétique de la version jdanovienne du réalisme socialiste. Il ne manquait plus aux privilégiés du système que l'hérédité matérielle et nobiliaire. Cette caste a été un élément antiprogressiste, et ses intérêts étaient contraires à ceux des travailleurs... Ce qui se passe chez nous, c'est une révolution ! Qu'on inscrive sur les pancartes du 1^{er} mai les mots d'ordre suivants :

Le pouvoir aux ouvriers et aux paysans, leur voix étant décisive dans l'administration de l'industrie et la lutte pour une nouvelle agriculture.

Le pouvoir au peuple, avec de nouveaux conseils nationaux dotés de pouvoirs effectifs, sous une forme entièrement démocratique.

Le respect de la loi, une entière liberté de parole et de discussion, une juridiction indépendante, le respect de la Constitution.

L'étendard rouge de la classe ouvrière, et son hymne « Prend ce qui t'est dû conformément à ta propre loi et cherche ton salut dans ta propre volonté ».

Tel est le programme de la deuxième révolution, que réclament les communistes opposants de Pologne et de Hongrie. Tel est le programme de la révolution politique, dont Trotsky soulignait la nécessité en U.R.S.S. pour le renforcement même de l'état ouvrier.

LES MINEURS OUVRENT LE FEU

« De grandes luttes ouvrières s'annoncent », dit la VERITE DES TRAVAILLEURS depuis plusieurs numéros.

La grève des mineurs de BRUAY le confirme. Nous entrons dans une période nouvelle.

Parmi tous les facteurs qui déterminent une action de la classe ouvrière, il en est un : LA COMBATIVITE DE CELLE-CI, qui n'a jamais été mis en question dans ce journal, ceci, malgré la prétendue apathie des masses à qui certains militants ouvriers reprochent « de ne pas en baver assez ».

Il faut rechercher ailleurs les causes du refus des travailleurs de se battre, comme lors du semi-échec de la grève du 28 avril 1954, point de départ de l'ORIENTATION « en direction des revendications particulières et des catégories ».

C'est une des tâches de notre journal. Aucun militant sérieux n'a jamais expliqué l'histoire en partant de faits divers (le coup de l'éventail à Alger, l'assassinat de l'Archiduc à Sarajevo, la « viande pourrie » sur le POTEKINE, etc...) et pourtant la presse gouvernementale « socialisante » s'obstine à ne voir dans la grève de BRUAY que les insultes de l'ingénieur et « réparation » étant faite, s'étonne de voir la grève prendre de telles proportions.

DEMAGOGIE, GREVE POLITIQUE, dit F.O. Pensez donc, la GREVE devient REVENDICATIVE. Eh bien oui, la grève n'est plus « particulière ». Les mineurs réclament maintenant 6.000 fr. par mois, les 40 heures, etc...

La colère des mineurs est un fait. La catastrophe de Marcinelle et l'insécurité dans leurs propres mines les ont sans doute « sensibilisés » plus que d'autres. Mais le gouvernement Mollet-la-guerre, la hausse des prix et du rendement, les ont poussés à bout et le petit ingénieur miteux qui les prend pour des gamins donne le signal.

Les mineurs, c'est un secteur vital. Leurs grèves ont toujours une grande résonance dans toute la classe ouvrière. Leur résistance est légendaire. Ils sont implantés dans toutes les régions industrielles. Ils sont le complément de la métallurgie.

La reprise du travail changera peu à la situation ouverte. Le mouvement dans la classe ouvrière a commencé. Les mineurs sont en train de donner des revendications valables POUR TOUS LES TRAVAILLEURS : 6.000 fr., les 40 heures payées 48. Ils ont engagé la lutte. Ils sont en droit de demander des comptes à leurs dirigeants. Que fait-on pour populariser leur grève ? L'étendre ? reprendre leurs revendications ? RIEN ou très peu.

UNISSEZ-VOUS et AGISSEZ, dira la fédération des métaux C.G.T.

COMMENT ? POURQUOI ? Discutez, discutez... dira Breteau, de la fédération des métaux. Organisez des petites réunions, à deux ou trois, des milliers de petites réunions, etc... DE QUOI DISCUTER ? lorsque

les dirigeants omettent de dire et populariser CE QUI SE DIT DANS LA CLASSE OUVRIERE parce que ce n'est pas LEUR orientation à eux, « dirigeants ».

A bas le TOUS ENSEMBLE, disent-ils. Ne regardez pas à droite, ni à gauche. Voyez ce que vous pouvez faire dans votre usine.

C'EST PRECISEMENT CE QUE LES OUVRIERS NE FONT PAS et c'est pourquoi la grève des mineurs est celle des ouvriers de toutes les corporations ou catégories.

Où en est la campagne promise par la commission administrative de la C.G.T. ? Comment se manifeste-t-elle ? Avant de donner des conseils aux ouvriers pour faire l'unité, qu'a-t-elle fait à son niveau, pour l'impulser ? Depuis quand le bureau confédéral a-t-il envoyé de nouvelles propositions aux autres contrôles ? La lutte pour la revalorisation du S.M.I.G. le justifie amplement. Pourquoi la convocation du Parlement immédiatement n'est-elle pas réclamée ? Pourquoi aucune agitation systématique n'est-elle faite sur la politique « sociale » du gouvernement socialiste (blocage des salaires et hausse des prix entérinée) ?

POURQUOI ? POURQUOI ?

Les ouvriers comme les militants restent absolument désarmés par l'inconsistance de la politique que leur offrent leurs dirigeants. Pendant que notre impérialisme fait la guerre à la révolution coloniale sous la direction du « camarade Guy », on en est encore dans les usines à essayer de provoquer de petites réunions particulières pour déterminer, paraît-il, les REVENDICATIONS.

Quelle dérision ! Cela fait deux ans que cela dure. Et quand par hasard les ouvriers en trouvent une (les 40 heures, par exemple), on la perd bien vite dans la nuée des revendications particulières.

Les ouvriers ne veulent pas faire les « pantins ». Ils veulent des garanties. A travers de nouvelles grèves de BRUAY, à travers ces incessants combats, à travers « leurs » problèmes, LEUR COMPREHENSION S'AFFIRME.

Avec beaucoup de temps, après beaucoup de défaites dues à la mauvaise politique de leurs dirigeants, LES OUVRIERS RENOUENT LE FIL qui va de la « grève arme des trusts », à la tactique du harcèlement par les grèves tournantes ou perlées (n'est-ce pas, travailleurs de CITROEN 1947), puis à celle de la lutte par corporation (Mines 1948, Métallurgie 1950, etc.), TOUTES VARIANTES de la même ligne :

FRAGMENTATION et NON-COORDINATION des luttes et des revendications. REFUS du « TOUS ENSEMBLE », de la GREVE GENERALE même lorsque les conditions en furent réalisées.

CES VARIANTES de la ligne ont un DENOMINATEUR COMMUN : Le refus d'engager UNE LUTTE ANTICAPITALISTE.

7.000 mineurs en grève à Bruay

Je me suis rendu à Bruay ce dimanche. On ne sait, bien sûr, pas encore comment va tourner cette grève, mais des bruits de reprise circulent. Il y a fort à craindre, si le mouvement ne s'étend pas dès lundi, que les revendications essentielles : révision du taux des travaux à la tâche, 40 heures payées 48, ne soient pas satis-

faites. D'ailleurs, les gars le sentent et regardent autour d'eux. La grève qui a eu lieu à Division le 10, celle des mineurs de potasse, les mouvements du bassin du Gard soulèvent de grands espoirs. L'impression dominante est que la situation est mûre pour un mouvement plus général. Il faut se rappeler comment cette grève s'est déclenchée — après la mise à pied d'un mineur — d'ailleurs les faits ont semblé-t-il être exactement rapportés par « L'Humanité ». Cette quasi-spontanéité est le symptôme d'une très grande combativité.

Un mot maintenant sur les directions syndicales. La C.G.T. soutient le mouvement depuis le début ; F.O., qui a une certaine influence, se tait. Cependant, en ce qui concerne la C.G.T., si l'on ne peut reprocher à ses militants un manque de dévouement, ses propositions n'offrent aucune tactique. Il est peu vraisemblable que la direction des Houillères cède, hormis sur certaines revendications locales. Le gros morceau des revendications restera intact sans extension de la grève. Or tout semble indiquer que la direction fédérale des mineurs C.G.T. s'en tient au « chacun pour soi ». Pourquoi ne prépare-t-elle pas ouvertement un mouvement d'ensemble des mineurs ? De toute façon, il est sûr que cette grève, dans la situation actuelle, quelle que soit son issue, contribuera fortement aux mouvements qui se préparent dans de nombreuses corporations.

TOUS LES DIRIGEANTS SONT MUETS lorsque les ouvriers leur demandent, dans une usine quelconque : « Si on se met en grève, qu'est-ce qu'ils vont faire ailleurs ? » « Quelles perspectives a-t-on ? »

DES PERSPECIVES, voilà ce que veulent les ouvriers. Les mineurs, comme tous, VEULENT SAVOIR OU LEUR LUTTE VA LES MENER.

PLUS que JAMAIS, le besoin de se rencontrer, de confronter leurs expériences, de déterminer des revendications communes, va se développer. Chaque lutte partielle va rendre ce besoin plus pressant. La COORDINATION, la CENTRALISATION, CONTRE LA PARTICULARISATION, c'est la voie pour déterminer la plate-forme revendicative. Les mineurs de BRUAY feront tache d'huile et le gouvernement Mallet peau de chagrin.

DUPARC

Chez Renault

Défense des ouvriers algériens

A la veille des vacances, la Régie Renault a licencié deux délégués du personnel dont un Nord-Africain. Le délégué français l'est sous le prétendu motif qu'il était absent de son domicile pendant un congé maladie. Le second l'est sous le prétexte encore plus scandaleux qu'il « insultait le gouvernement français » au cours de la réception des délégués du personnel. Si l'inspecteur a refusé son accord pour le licenciement du délégué français, par ailleurs secrétaire du syndicat C.G.T., ce qui n'a en rien amené la suppression de la sanction d'ailleurs, il a approuvé des deux mains, peut-on dire, celui du Nord-Africain. Après les licenciements d'autres camarades nord-africains à la suite de la grève générale des Algériens au début juillet, ceci confirme que le gouvernement français est particulièrement féroce envers ces travailleurs parmi les plus exploités.

Il est certain que ces licenciements n'ont pas soulevé la protestation adéquate de la part des syndicats ouvriers, ni même l'aide suffisante (à part une collecte organisée par le syndicat C.G.T., mais très limitée) de ceux-ci. Lors d'une grève des ouvriers nord-africains des fonderies pour la levée des sanctions, le délégué C.G.T. français n'a jamais su ce qu'il fallait faire. « Les arrêter » ou « appuyer à fond ». Il ne le sait pas encore deux mois après.

Le manque d'action commune entre ouvriers français et algériens est l'aboutissement de la politique opportuniste nationale des directions ouvrières. La responsabilité n'en incombe pas aux ouvriers français, qui n'ont pas encore bien compris le problème algérien, mais à leurs dirigeants. F.O. et C.F.T.C. se gardent bien de dire un mot au sujet des licenciements au vu et au su de tous les travailleurs. Les démarches à l'inspection du travail restent très formelles. D'ailleurs, tous les ouvriers les ignorent. La C.G.T., qui en a parlé un peu plus, ne le fait pas d'une façon systématique. Lors d'un meeting place Nationale en juillet organisé par toutes les organisations syndicales, et qui voyait le secrétaire de F.O., Blanc, évoquer Pozman et les libertés ouvrières, personne, pas même Linet (C.G.T.) n'a trouvé moyen de parler des licenciements de Nord-Africains. C'est ce que ceux-ci ne peuvent pas ne pas remarquer.

Un autre aboutissement de la politique opportuniste du genre vote des pouvoirs spéciaux, c'est l'incompréhension de la part de beaucoup de militants C.G.T. sur la signification de la révolution algérienne.

Ils estiment que le camarade licencié « exagère ». « Il ne faut pas tomber dans la provocation ». Certains ajoutent que le Nord-Africain n'aurait pas dû dire « qu'il se foutait de la France ». « Ce ne serait pas juste », à les entendre, etc..., etc...

Aujourd'hui, devant les mines accumulées par l'impérialisme français, devant les massacres des camarades algériens, il est plus que jamais nécessaire que les syndicats et partis ouvriers proclament leur solidarité inconditionnelle aux Nord-Africains victimes de l'impérialisme français.

C'est plus qu'une simple tâche d'éducation internationaliste, c'est aussi un moyen de réaliser sur le terrain de la violation des libertés syndicales et démocratiques, l'unité des travailleurs français et algériens.

Pas d'équivoque. Soutien aux camarades nord-africains licenciés.

Levée des sanctions. Réintégration des licenciés. Telles sont les tâches élémentaires des organisations ouvrières et des travailleurs.

CORRESPONDANT.

Le Rapport Khrouchtchev

commenté par la IV^e Internationale

vient de paraître dans un numéro spécial de « QUATRIEME INTERNATIONALE »

— Notre commentaire : Ce que Khrouchtchev ne pouvait dire.

— Le rapport Khrouchtchev.

— Le testament de Lénine.

— Un article de Trotsky sur le testament de Lénine.

— Thorez savait (une lettre de Thorez de 1924, en faveur de Trotsky).

Le numéro : 150 fr. — Les 5 : 600 fr.

C.C.P. Frank, 12648-46 Paris

64, rue de Richelieu

En vente dans les kiosques, librairies et au siège.

Guy MOLLET fourrier de la réaction

Les travailleurs doivent passer à l'offensive

(Suite de la page 1)

qui déclare : « Certains secteurs, dont les prix de revient excèdent maintenant les prix de vente, ne pourront plus concourir au maintien des activités générales du pays », sont précises et pressantes. Ces exigences sont formulées indépendamment des revendications ouvrières, en quelque sorte préventivement. La hausse des matières premières est aussi une réalité.

Quelle résistance Guy Mollet peut-il opposer aux industriels demain et aux mouvements des commerçants aujourd'hui ? L'Algérie et Suez l'ont réduit en otage de la réaction et il s'est aliéné l'appui de la

classe ouvrière du même coup. Il ne doit s'attendre à aucune complaisance de la réaction le jour où son rôle sera achevé.

Derrière l'agitation des commerçants se profile la spéculation des grandes féodalités de l'alimentation, affameurs traditionnels du peuple, et le retour offensif des éléments fascistes. Ces éléments pensent que le moment est venu parce que Guy Mollet leur a préparé un terrain favorable. Le reniement des promesses électorales, la mobilisation inutile de la jeunesse et les charges écrasantes entraînées par les aventures guerrières ont semé le désespoir et re-

jettent la petite bourgeoisie dans le camp des adversaires de la classe ouvrière.

Les contre-manifestations ne suffiront pas à endiguer la montée du fascisme si Guy Mollet continue, jour après jour, à lui faire son lit. Le danger fasciste se précisera si la classe ouvrière, par la faute de ses dirigeants, demeure inactive et assiste passivement à la dégradation de la situation. Les classes moyennes se sont tournées instantanément vers le prolétariat à Nantes quand les travailleurs dominaient la ville.

La classe ouvrière doit reprendre l'initiative, l'offensive sans attendre. Il n'y a pas d'autre issue.
Robert LEBLOND

La coopérative impérialiste

(suite de la page 1)

impérialistes ni par Nasser ni par les dirigeants du Kremlin. C'est pourquoi la situation renferme de gros dangers de guerre.

Nous allons voir ce que va faire le gouvernement soviétique ; nous allons voir s'il va laisser l'opération impérialiste s'effectuer sans être contrecarrée par une importante aide soviétique — qui ne pourra pas se limiter à l'envoi de pilotes. L'enjeu dépasse l'affaire Mossadegh en Iran ; c'est tout le Moyen-Orient qui est en cause, et pas seulement lui. La partie qui s'engage ne comportera pas que des négociations et l'enjeu est énorme.

Il faut souligner qu'en pleine euphorie de la « détente », de la « coexistence pacifique », il n'a fallu aux gouvernements capitalistes, aux directions social-démocrates, à la grande presse, que quelques heures pour abasourdir l'opinion publique afin de l'embarquer dans la guerre.

Tous les propos sur la « détente », la « coexistence pacifique », la paix qui progresse, etc... ont crevé comme des bulles de savon.

Les dirigeants socialistes français, engagés dans la conduite de la guerre contre le peuple algérien, peu liés à une base ouvrière, se sont montrés de vils serviteurs de l'impérialisme. Leurs collègues britanniques, qui avaient pris le même départ, ont dû, devant la résistance du mouvement ouvrier qu'ils dirigeaient, s'opposer du moins verbalement à la frénésie guerrière d'un Eden.

Les dirigeants du P.C.F. ont exprimé des points de vue opposés à l'hystérie impérialiste, mais ils n'ont pratiquement rien fait qui soit une aide effective à l'Égypte et aux peuples coloniaux dans leur lutte contre l'impérialisme. Ce n'est qu'au bout de longues semaines, bien après la mise sur pied du dispositif militaire impérialiste, qu'ils organisent une « conférence publique », qu'ils demandent la convocation du Parlement. Ils ne cessent de bêler sur la « coexistence pacifique » bafouée. Devant le déchaînement du capitalisme menacé dans son existence par les peuples colonisés, eux — les prétendus marxistes — ne songent qu'aux « nouvelles voies vers le socialisme ». Ils parlent du front unique des deux partis ouvriers ; mais pour un front unique contre le capitalisme, qui n'a rien à voir avec une capitulation allant à l'encontre des intérêts de la révolution coloniale.

Les semaines qui viennent de s'écouler ont montré la situation difficile dans laquelle se trouvent les capitalistes, mais aussi leur résolution de lutter pied à pied pour défendre leurs positions et de les reconquérir par tous les moyens, y compris la guerre. Les peuples coloniaux sont actuellement seuls à mener le combat, ils le font avec héroïsme, à un prix élevé. Aux militants révolutionnaires de bousculer l'apathie, la lâcheté des directions ouvrières et d'imposer une politique révolutionnaire à leurs organisations.

Face à cette « coopérative » d'un genre particulier que monte l'impérialisme américain, il faut opposer le front unique international des travailleurs des métropoles et des peuples coloniaux en marche vers le socialisme, par la seule voie effective, la voie de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir.

Pierre FRANK

Appel des organisations révolutionnaires aux travailleurs de France

- Contre la guerre d'Algérie.
- Pour le retrait des troupes d'Afrique du Nord.
- Pour le « Cessez-le-feu ».
- Pour le retour au pouvoir d'achat de 1938.
- Pour la défense des libertés.
- Contre la répression.

400.000 jeunes sont engagés dans de meurtrières opérations militaires en Algérie. Tous les jours, tombent de jeunes Français et Algériens.

A bas la guerre colonialiste !

Dans toute la France des rappelés ont manifesté dans la rue, dans les trains. A Grenoble, à Saint-Nazaire, au Havre, les civils ont également manifesté.

Le Peuple de France exige que les rappelés reviennent chez eux et que le contingent soit retiré d'Algérie !

Pourtant la guerre continue ; le gouvernement a pu envoyer les rappelés en Algérie. Les responsables sont les colonialistes, mais aussi ceux qui, placés à la tête des grandes organisations ouvrières, Partis et Syndicats, refusent d'organiser une action coordonnée de tous contre la guerre d'Algérie.

Laisser les manifestations fractionnées, isolées les unes des autres, c'est appliquer à la lutte contre la guerre d'Algérie une tactique identique à celle des grèves tournantes, utilisée sur le plan revendicatif. Tactique impuissante, tactique néfaste.

Contre le fractionnement des manifestations.

Unifions les actions locales partielles.

Nous voulons combattre tous ensemble !

Le 6 février, à Alger, les colonialistes ont su manifester tous ensemble pour imposer leur guerre. Une puissante manifestation unissant des centaines de milliers de travailleurs parisiens, la grève générale, peuvent faire reculer le gouvernement et le contraindre à la paix.

La lutte du peuple algérien pour son indépendance ébranle les bases du capitalisme français. Les buts des combattants algériens confèrent à leur lutte un caractère anti-capitaliste, prolétarien.

C'est contre les mêmes ennemis que se battent les combattants algériens et les ouvriers français : le capitalisme et ses forces de répression.

C'est pourquoi l'impérialisme français a décidé « d'y mettre le paquet ». Des milliards sont engloutis, des milliers de jeunes affrontent la mort. Les fascistes relèvent la tête.

C'est aussi pourquoi nous devons lutter avec le peuple algérien.

Nous défendrons ainsi :

Les vies de nos jeunes.

Notre niveau de vie.

Les libertés élémentaires.

La majorité des élus du 2 janvier qui avaient promis de faire la paix en Algérie a, par les pouvoirs

spéciaux, voté la guerre à outrance, la misère et la honte.

La volonté populaire, un moment paralysée, se ressaisit : le regroupement des forces révolutionnaires peut contribuer à redonner la possibilité de mener à bien le combat.

Les travailleurs, les jeunes et les vieux, savent maintenant qu'ils n'ont rien de bon à attendre des politiciens bourgeois, ni hélas, de certains « Chefs » à étiquette « socialiste » ou « communiste ».

Tous savent maintenant que c'est au peuple lui-même à défendre ses enfants, son pain et ses libertés.

— En luttant de toutes ses forces contre la guerre d'Algérie.

— En préparant activement la grève générale.

— En imposant le respect de ses volontés et revendications.

C'est pourquoi les organisations soussignées appellent les travailleurs à se rassembler et à s'unir sur le programme d'action suivant :

1° de participer à toute action lancée par les Comités pour la paix en Algérie, les Comités de Jeunes ;

2° créer des Comités d'action là où les comités sont inactifs ou non encore organisés ;

3° lutter pour la coordination de tous les comités par des Congrès départementaux, régionaux, nationaux tenus démocratiquement ;

4° préparer des manifestations de masses rassemblant des milliers de travailleurs ;

5° agir inlassablement dans toutes les organisations ouvrières, syndicales et politiques, pour préparer la grève générale.

En un mot, **FRAPPER TOUS ENSEMBLE :**

— pour le soutien de la Révolution Algérienne et le « Cessez-le-feu » ;

— pour exiger le retour des jeunes ;

— pour faire aboutir nos revendications et faire échec aux impôts nouveaux du budget de guerre ;

— pour imposer le respect de la liberté de la presse et la libération de tous les emprisonnés victimes de la répression.

Un mot d'ordre central :

PAS UN HOMME, PAS UN SOU POUR LA GUERRE !

La Fédération Communiste Libertaire, organe « Le Libertaire » (1).

Pour le P.C.I. (Trotskyiste), organe « La Vérité » : P. Lambert - D. Renard.

Le P.C.I. (IV^e Internationale), organe « La Vérité des Travailleurs ».

Le Groupe Bolchevik-Léniniste, organe : « Trotskyisme ».

Et les 36 premiers signataires de l'« Appel pour l'unité de Front des Révolutionnaires ».

(1) « Partisan » à dater du 20-9.